

Services sociaux d'intérêt général

La Commission européenne a présenté, le 26 avril dernier, une communication "Mettre en oeuvre le programme communautaire de Lisbonne : les services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne" (COM(2006)177 final). Si la Commission n'exclut pas de légiférer plus tard dans ce domaine, la communication ne prévoit pas d'initiative législative pour l'instant et n'est pas présentée comme ayant un caractère "interprétatif". Sur la base de cette communication, "la Commission poursuivra les consultations avec tous les acteurs concernés. Par ailleurs, elle produira des rapports bisannuels sur le sujet et elle a lancé une étude début 2006 afin d'établir le premier rapport mi 2007 sur la base duquel elle "réexaminera la situation des SSIG ou de certains secteurs".

La communication "se situe dans le contexte de la responsabilité partagée de la Communauté et des Etats membre à l'égard des SIEG établie par l'article 16 du traité". Elle fait suite au Livre blanc sur les SIG et prend en compte les résultats de la consultation publique menée à l'automne 2004 ainsi que vote du Parlement européen du 16 février dernier sur la directive services. Elle reconnaît que "si les services sociaux [...] ne constituent pas une catégorie juridique distincte au sein des SIG [...] ils occupent néanmoins une place spécifique comme piliers de la société et de l'économie européennes" et ils garantissent "l'application des droits fondamentaux". Les services de soins de santé qui ont été exclus du champ d'application de la proposition modifiée de directive services feront l'objet d'une "initiative spécifique" en 2007.

La communication partage les SSIG en deux groupes, d'une part, les régimes légaux et complémentaires de protection sociale, et d'autre part les "autres services essentiels prestés directement à la personne" : l'aide aux personnes ; les activités liées à l'insertion complète dans la société ; l'inclusion des personnes handicapées ou ayant des problèmes de santé ; le logement social.

La Communication distingue six aspects caractéristiques des SSIG, qui peuvent se mélanger : la solidarité, la polyvalence et la personnalisation, l'absence de but lucratif, la participation de volontaires ou de bénévoles, un ancrage culturel, "une relation asymétriques entre prestataire et bénéficiaire ne pouvant être assimilée à une relation normale de type fournisseur-consommateur". Elle remarque aussi que c'est un secteur en pleine expansion, soumis à un processus de modernisation "afin de faire face aux tensions entre universalité, qualité et soutenabilité financière". Il est souligné "qu'une part croissante des services sociaux [...] jusqu'alors gérés directement par les autorités publiques, relèvent dorénavant des règles communautaires régissant le marché intérieur et la concurrence". Il est rappelé que de la jurisprudence de la Cour "s'ensuit que la quasi-totalité des services prestés dans le domaine social peuvent être considérés comme des 'activités économiques' au sens des articles 43 et 49 du traité CE" ce qui crée "une source d'incertitude". Sont décrites les situations concrètes les plus fréquemment rencontrées : la délégation (partielle ou complète, partenariat public-privé), le recours à la compensation financière, la régulation du marché (liberté d'établissement et de prestation), la compatibilité avec les règles d'accès au marché.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_protection/docs/com_2006_177_fr.pdf

Social services of general interest

On 26th April 2006, the European Commission published a communication entitled "Implementing the Community's Lisbon programme: Social services of general interest in the European Union" (COM(2006)177 final). Though the Commission does not exclude the possibility of legislating in this field at a later stage, for the moment, the communication does not envisage any legislative initiative and is not presented as "interpretable". On the basis of this communication, "the Commission will continue its consultations with all concerned actors. In addition, it will publish biennial reports on the issue and, has launched a study at the start of 2006 whose first report is due mid 2007 on the basis of which it "will re-examine the situation of the SSIG or that of certain other sectors".

The communication "should be seen in the context of shared responsibility between the Community and Member States with regard to SGEI, as established by article 16 of the Treaty". It follows up to the White Paper on SGI and takes into account the outcome of the public consultation carried out in autumn 2004 as well as the European Parliament's vote of 16th February on the services directive. It acknowledges that "although social services [...] do not constitute a legally distinct category within SGI [...] they, nonetheless, play a special role as pillars of the European society and economy" and they guarantee "the implementation of fundamental rights". Health care services which were excluded from the scope of the application of the modified services directive proposal, will be considered in a "specific initiative" in 2007.

The communication divides the SSGI in two groups, on the one hand, statutory and complementary social security schemes and on the other hand the "other essential services provided directly to the person": assistance to persons; activities linked to complete integration of persons in the society; the intergration of handicapped people or those with health problems; social housing.

The Communication identifies six characteristic aspects of SSGI, which can interact between them: solidarity, response to different needs and personalisation, absence of lucrative goals, the participation of volunteers or benevolent workers, a cultural anchorage" an asymmetric relationship between providers and beneficiaries that cannot be assimilated with a 'normal' supplier/consumer relationship". It also notices that this is a sector undergoing rapid expansion, subjected to modernisation "in order to tackle tensions between universality, quality and financial sustainability". Further, it stresses "a growing proportion of social services [...] hitherto managed directly by public authorities shall, henceforth, come under Community rules on internal market and competition". It was recalled that by a case law of the Court of Justice "almost all services offered in the social field can be considered as "economic activities" within the meaning of articles 43 and 49 of the EC Treaty" which introduces "a source of uncertainty". Specific situations most frequently encountered have been described: delegation (in whole or in part, public-private partnership), the recourse to financial compensation, market regulation (freedom of establishment and of service provision), compatibility with the rules on access to the market.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_protection/docs/com_2006_177_en.pdf

Service universel des télécoms

Selon un rapport publié le 11 avril dernier par la Commission, il y a un "large consensus" parmi les Etats membres pour que la téléphonie mobile et l'Internet haut débit demeurent en dehors du service universel des télécommunications". Non seulement le coût d'une extension du service universel dépasserait les bénéfices pour les utilisateurs, mais nombre d'acteurs ont exprimé la crainte que le service universel et les financements qui y sont liés ne viennent fausser la concurrence, freiner les investissements, ralentir l'innovation. Ce rapport fait suite à une communication du 25 mai 2005 et à une consultation publique. La contribution du CELSIG peut être consultée sur www.celsig.org

Services postaux

Le Parlement a adopté, le 2 février dernier, le rapport d'initiative de Markus Ferber (PPE-DE, Allemagne) qui "demande à la Commission de déterminer s'il est possible de s'en tenir à 2009 pour l'achèvement du marché intérieur des services postaux, ou s'il convient de définir d'autres étapes" à la lumière de l'étude prospective qu'elle doit publier fin 2006. La Commission est invitée à proposer "une définition, le champ d'application et le financement approprié du service universel". Le rapport lui demande également de "présenter des propositions visant à assurer la sécurité juridique nécessaire et l'absence de discrimination entre opérateurs".

Consultations publiques

♦ Le CESE (Comité économique et social européen) vient de lancer jusqu'au 30 juin une consultation sur la représentativité des organisations européennes de la société civile.

http://www.esc.eu.int/sco/registrations/mail_en.asp?mail_id=3&type=fr

♦ La Commission a lancé, le 20 avril, une consultation publique sur la réalisation du marché intérieur. Les contributions doivent être remises avant le 15 juin prochain.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/strategy/index_fr.htm

Cour de justice

La Cour vient de rendre trois arrêts relatifs au temps de congé des travailleurs. L'un, C-124/05 du 6 avril 2006, dit que le système néerlandais qui permet que la période minimale de congé annuel payé soit remplacée par une indemnité financière en cas de report sur une année ultérieure est contraire au droit communautaire, car il créerait une incitation à (faire) renoncer au congé de repos, or "le droit au congé annuel payé est un important principe du droit social communautaire" auquel on ne peut pas déroger. Dans ces conditions, peu importe que la compensation repose ou non sur un accord contractuel.

Les autres arrêts, C-131/04 et C-257/04, disent que le système britannique qui inclut le paiement du congé annuel dans le salaire horaire ou journalier d'un travailleur (*rolled-up holiday pay*) est contraire au droit communautaire en ce qu'il risque de conduire à des situations où la période de congé est remplacée par une indemnité financière.

Universal service in telecoms

According to a report published by the Commission on 11th April 2006, there is a "wide consensus" amongst Member States on keeping mobile telephony and wide-band Internet out of the universal service of telecommunications ". Not only would the cost of an extension of the universal service exceed the benefits for the users, but also many actors expressed the fear that the universal service and the financing attached to it would distort competition, break investments and slow down innovation. This report follows a communication published on 25th May 2005 and a public consultation. The contribution of the CELSIG is available at www.celsig.org

Postal services

On 2nd February 2006, the Parliament adopted a report on the initiative of Markus Ferber (EPP-DE, Germany) which "requires of the Commission to determine whether it is possible to maintain 2009 as the date for the completion of the postal services internal market or, whether it is advisable to define other stages" in the light of the exploratory study which it is to published end 2006. The Commission is invited to propose "a definition, the scope of application and suitable financing for the universal service". The report also is calling it "to present proposals aimed at ensuring the necessary legal security and the absence of discrimination between operators".

Public consultation

♦ The EESC (European Economic and Social Committee) has just launched a consultation, to last until June, on the representativeness of European civil society organisations.

http://www.esc.eu.int/sco/registrations/mail_en.asp?mail_id=3&type=en

♦ On 20th April 2006 the Commission launched a public consultation on the implementation of the internal market. Contributions should be submitted before 15th June 2006.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/strategy/index_en.htm

The Court of Justice

The Court has just passed three judgments on the issue of leave for employees. The first one, C-124/05 of 6 April 2006, rules that the Dutch system which allows for the minimal period of paid annual leave to be replaced by a financial allowance in lieu, in the course of a subsequent year, is against the Community legislation, because it would create an incentive to (made to) give up the leave, whereas "the entitlement to paid annual leave is an important principle of the Community social law" from which there can be no derogations. Under these conditions, it is immaterial whether or not the compensation is based on a contractual arrangement.

The other two judgements, C-131/04 and C-257/04, rule that the British system which includes the payment of the annual leave in the employee's hourly or daily wage (*rolled-up holiday pay*) is contrary to Community law in that it is likely to lead to situations where the leave period is replaced by a financial allowance.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.